

**Israël - Territoires palestiniens -
Conférence pour la paix au
Proche-Orient - Conclusions**
(Paris, 15 janvier 2017)

(Traduit de l'anglais)

I) À la suite de la réunion ministérielle organisée à Paris le 3 juin 2016, les Participants se sont rencontrés à Paris le 15 janvier 2017 afin de réaffirmer leur soutien au règlement juste, durable et global du conflit israélo-palestinien. Ils ont rappelé que le seul moyen de parvenir à une paix durable était une solution négociée avec deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité.

Ils ont souligné qu'il était important que les parties réaffirment leur engagement en faveur de cette solution, prennent des mesures urgentes afin d'inverser les évolutions négatives actuelles sur le terrain, notamment la poursuite des actes de violence et des activités de colonisation, et lancent des négociations directes significatives.

Ils ont rappelé que la solution des deux États négociée devait respecter les aspirations légitimes des deux parties, y compris le droit des Palestiniens à un État et à la souveraineté, mettre fin complètement à l'occupation commencée en 1967, répondre aux besoins de sécurité d'Israël et résoudre toutes les questions relatives au statut final sur le fondement des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du conseil de sécurité des Nations unies, et ils ont également rappelé les résolutions pertinentes du conseil de sécurité.

Ils ont souligné l'importance de l'Initiative arabe de paix de 2002 comme cadre global pour le règlement du conflit israélo-arabe, contribuant ainsi à la paix et à la sécurité de la région.

Ils ont salué les efforts déployés pour faire progresser la paix au Proche-Orient, notamment l'adoption de la résolution 2334 du conseil de sécurité des Nations unies le 23 décembre 2016, qui a clairement condamné les activités de colonisation, l'incitation à la violence et tous les actes de violence et de terrorisme, et ils ont appelé les deux parties à prendre des mesures pour faire progresser la solution des deux États sur le terrain ; les recommandations du Quartet, le 1er juillet 2016 ; et les principes énoncés par le secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique le 28 décembre 2016.

Ils ont noté qu'il était important de répondre à la situation dramatique dans la Bande de Gaza dans le domaine humanitaire et de la sécurité et ils ont appelé à prendre rapidement des mesures pour améliorer la situation.

Ils ont rappelé qu'il était important que les Israéliens et les Palestiniens respectent le droit

international, notamment le droit humanitaire international et les droits de l'Homme.

II) Les participants ont souligné le potentiel pour les deux parties d'un accord de paix en matière de sécurité, de stabilité et de prospérité. Ils se sont déclarés prêts à déployer les efforts nécessaires pour parvenir à la solution des deux États, ainsi qu'à contribuer de manière substantielle aux arrangements visant à assurer la viabilité d'un accord de paix négocié, en particulier concernant les incitations politiques et économiques, le renforcement des capacités de l'État palestinien et le dialogue avec la société civile. Ces incitations pourraient inclure, notamment :

- un partenariat spécial privilégié avec l'Union européenne ; d'autres incitations politiques et économiques et une participation plus importante du secteur privé ; le soutien des efforts ultérieurs mis en oeuvre par les parties pour améliorer la coopération économique ; la poursuite du soutien financier à l'Autorité palestinienne afin de bâtir les infrastructures d'une économie palestinienne viable ;
- le soutien et le renforcement des mesures prises par les Palestiniens pour exercer leurs responsabilités étatiques par la consolidation de leurs institutions et de leurs capacités institutionnelles, y compris en termes de services ;
- la tenue de forums réunissant les sociétés civiles israélienne et palestinienne, afin d'améliorer le dialogue entre les parties, de raviver le débat public et de renforcer le rôle de la société civile des deux côtés.

III) Se projetant vers l'avenir, les Participants :

- invitent les deux parties à réaffirmer officiellement leur engagement en faveur de la solution des deux États, se dissociant ainsi de ceux qui rejettent cette solution ;
- appellent chaque partie à manifester, de manière indépendante, par des politiques et des actions, un engagement sincère en faveur de la solution des deux États et à s'abstenir d'actions unilatérales qui préjugeraient de l'issue des négociations sur les questions liées au statut final, en particulier concernant entre autres Jérusalem, les frontières, la sécurité et les réfugiés, actions unilatérales qu'ils ne reconnaîtront pas ;
- se félicitent de la perspective d'une coopération accrue entre le Quartet, les membres de la Ligue des États arabes et d'autres acteurs pertinents, afin de poursuivre les objectifs de la présente déclaration.

Dans le prolongement de la conférence, les participants intéressés, se déclarant prêts à évaluer les progrès accomplis, ont décidé de se réunir à nouveau avant la fin de l'année pour aider les deux parties à progresser sur la voie de la solution des deux États par la négociation.

La France informera les parties du soutien collectif et de la contribution concrète de la communauté internationale à la solution des deux États, qui figurent dans la présente déclaration conjointe./.